



La crise fragilise les familles en Europe

Entre hausse du chômage et mesures d'austérité budgétaire, les familles européennes sont touchées de plein fouet par la crise. Les pays du Sud comme la Grèce, l'Espagne, le Portugal ou l'Italie paient le plus lourd tribut.

14 octobre 2012 - Florence Pagneux



Les familles avec enfant sont les premières touchées par la crise

Les chiffres parlent d'eux-mêmes. Selon [Eurostat](#), la proportion d'enfants vivant dans un ménage sans emploi dans la zone euro est passée de 7,6% en 2007 à 9,3% en 2011. Si ce taux est passé, en France, de 8,7 à 9,9%, il a bondi de 3,9 à 9,2% en Grèce et de 5,3 à 11,9% en Espagne. Un constat à mettre en parallèle avec les **variations du taux de chômage** dans l'union Européenne.

Si l'Allemagne tire son épingle du jeu avec seulement 5,5% de chômeurs, la Grèce et l'Espagne culminent avec respectivement 24,4% et 25,1% de personnes en recherche d'emploi. Ce taux grimpe même à 55,4 et 52,9% chez les jeunes Grecs et Espagnols. Derrière ces statistiques, c'est toute la **structure sociale** des pays européens les plus touchés par la crise qui se voit ébranlée, et en premier lieu **les familles avec enfants**.

"La situation est très inquiétante, constate Agnès Uhoreczky, directrice de la [Confédération des organisations familiales de l'Union européenne](#) (COFACE). Les familles sont sous le coup d'une **double menace**. Non seulement elles risquent de perdre leur emploi, mais en plus, les mesures d'austérité ont pour effet de réduire les services sociaux qui auraient pu les aider à surmonter le chômage".

Protection sociale défaillante

La situation n'est évidemment pas la même d'un pays européen à l'autre. "Les pays dans lesquels les **impôts** sont **très élevés** ont un **bon filet de protection** comme la France, la

Belgique ou les pays scandinaves, analyse Agnès Uhoreczky. Mais **les pays plus libéraux** sont ceux qui **souffrent le plus**".

Pour Eulalia Rubio, chercheuse au sein de [Notre Europe-institut Jacques Delors](#), la majorité des cinq pays les plus touchés par la crise (Irlande, Espagne, Portugal, Grèce, Italie) sont des pays du Sud dans lesquels la protection sociale n'est pas suffisamment développée. "Ces pays avaient commencé à entrer dans un processus de dé-familiarisation (1) des politiques sociales, que ce soit par la création de crèches ou la prise en charge de la dépendance. Mais la crise a mis un coup d'arrêt à ce processus".

Les mesures d'**austérité budgétaires** provoqueraient même un recul en la matière. "Une aide publique novatrice pour financer les **soins des personnes âgées** a été supprimée en Espagne car jugée trop chère", illustre Eulalia Rubio, précisant que ce pays cisaille dans les dépenses sociales là où la famille est en mesure de se substituer à l'Etat.

"Seules les **pensions allouées aux retraités** ont été conservées, car c'est le moyen de faire vivre une famille quand ses autres membres sont au chômage". Une situation qui encourage la **cohabitation entre générations**, les plus jeunes n'ayant pas les moyens de financer leur logement.

"C'est un pas en arrière que les parents prennent en charge leurs **enfants de 30 ans**", constate Eulalia Rubio. D'autant que cet appui sur la famille crée des **inégalités** entre ceux qui sont disposent d'un réseau familial et les plus isolés, comme les migrants ou les femmes seules avec enfants.

Organismes sociaux et caritatifs débordés

En Grèce, le **système d'allocations familiales**, qui profitait à 500 000 familles, a lui aussi été supprimé en raison de la crise, indique la directrice de la COFACE. Des allocations pour enfants et adultes handicapées sont elles aussi passées à la trappe.

Lorsqu'ils subsistent, les services sociaux se retrouvent **débordés par la demande**. En France, l'association nationale des assistants de service social ([ANAS](#)) relaie les inquiétudes des travailleurs sociaux européens. Dans un communiqué, ces derniers constatent que **l'augmentation de leur charge de travail liée à la crise** "n'est pas tenable et peut conduire à une dérive des pratiques".

Surtout, ils alertent les gouvernements sur les **coupes budgétaires**. "Un manque d'investissement durable dans l'accompagnement social durable a des effets à long terme pour la société".

Les **organismes caritatifs** se retrouvent donc en première ligne pour assurer des besoins de base aux familles comme s'habiller, se nourrir, payer ses factures ou ses médicaments.

[Caritas Italie](#), qui souligne que la demande d'aide a augmenté de 44,5% ces 6 derniers mois, voit la pauvreté s'étendre aux classes moyennes qui perdent leur emploi.

Même constat en Espagne, où [Caritas](#) vient aujourd'hui en aide à plus d'un million d'Espagnols, contre 300 000 en 2007. Ces deux dernières années, le nombre de personnes pauvres est passé de 8 à 9 millions. Le taux d'**enfants pauvres** s'élève même à 25%, soit deux points de plus que l'ensemble de la population, ce qui signifie que cette crise touche encore plus durement les enfants. Dans certaines régions d'Espagne, Caritas constate ainsi un retour de la **malnutrition infantile** liée à la réduction des aides pour les cantines scolaires.

Impact sur les migrations

Effet indirect de la crise, de **nouveaux mouvements migratoires** s'opèrent. En Espagne, par exemple, les migrants traditionnellement venus d'Amérique Latine retournent dans leur pays

d'origine tandis que les Espagnols diplômés émigrent à leur tour dans ces pays ou vers l'Europe du Nord (Allemagne, Belgique, Scandinavie...).

[Caritas Suède](#) a ainsi pu observer une hausse de 30% de l'immigration issue de l'Union européenne. Quant à la Bulgarie, qui était en passe de se dépeupler, elle voit refluer ses citoyens dans son pays, provoquant un choc démographique difficile à gérer dans un pays pauvre.

Pour Alain Rodriguez, de [Caritas Europa](#), la crise est en train de "créer une **pauvreté chronique**, qu'il sera difficile de réduire une fois la croissance revenue".

Soulignant les **difficultés des jeunes couples à se loger** ailleurs que chez leurs parents ou des jeunes parents à **financer un logement plus grand** pour accueillir de nouveaux enfants, la directrice de la COFACE s'inquiète quant à elle non seulement pour les familles d'aujourd'hui, mais aussi pour celles de demain.

(1) Fait que l'Etat assume certaines charges dévolues aux familles